

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 21/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/09/2022

Contexte et constats  
Publié sur  **GÉORISQUES**

### **SOCAC**

L'étang Daniel  
35680 LOUVIGNE DE BAIS

Références : N1-2022-905-rapport

Code AIOT : 0006300025

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2022 dans l'établissement SOCAC implanté Le Pade 44750 CAMPBON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCAC
- Le Pade 44750 CAMPBON
- Code AIOT : 0006300025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière du Padé est une carrière de roches massives (gneiss) dont l'exploitation a été prolongée jusqu'au 26/04/2023 afin de permettre l'instruction de la demande de prolongation.

La production autorisée est de 240 000 tonnes par an en moyenne mais la production réelle est faible depuis plusieurs années (1 tir de mines en 2021, 2 tirs en 2022). Le traitement des matériaux est réalisé par campagnes à l'aide d'une installation mobile.

La carrière est autorisée à accueillir des déchets inertes pour le remblaiement partiel de l'excavation depuis le 24/12/2015. La quantité de déchets inertes extérieurs acceptés est limitée à 60 000 tonnes par an en moyenne et à 100 000 tonnes par an au maximum.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des visites précédentes,
- acceptation de déchets inertes,
- suivis environnementaux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

***Une pollution aux hydrocarbures a été identifiée en 2020 au niveau de l'aire de ravitaillement. Le diagnostic approfondi d'octobre 2020 a permis de délimiter la surface et la profondeur impactées.***

***L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées la méthode proposée pour le traitement de cette pollution.***

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 2.3.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.2-I	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.5	/	Sans objet
7	Qualité des rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.3.2-I	/	Sans objet
11	Bilan des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Sans objet
14	Stabilité des fronts	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 2.2.3.1	/	Sans objet
18	Document préalable (déchets inertes)	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet
20	Accusé d'acceptation des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 1.5.4	/	Sans objet
4	Gestion des eaux de ruissellement (plate-forme des stocks)	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.3.2-III	/	Sans objet
5	Point de rejet des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.3.2-II	/	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.5	/	Sans objet
9	Prévention des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.3.1	/	Sans objet
10	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
12	Surveillance des niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.5.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Surveillance des vibrations (tirs de mines)	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.6.2.4	/	Sans objet
15	Quantité de déchets inertes extérieurs acceptés	Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 2.4.2.2	/	Sans objet
16	Déchets ne pouvant être acceptés (déchets inertes)	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	/	Sans objet
17	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Sans objet
21	Registre d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les enjeux portent sur les points suivants.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'un entretien du séparateur à hydrocarbures. Cet entretien doit être réalisé au plus vite. Par ailleurs, l'exploitant devra aménager un point de prélèvement afin de vérifier la qualité du rejet en sortie du séparateur. L'aire étanche et le séparateur à hydrocarbures devront figurer sur le plan d'exploitation.

L'exploitant doit vérifier la stabilité des fronts nord de l'excavation principale suite au glissement de février 2020. Il devra transmettre le rapport établi par le géologue et l'accompagner de son analyse et de ses propositions.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Renouvellement des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis l'attestation de garanties financières pour la prochaine période d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 2.3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle minimale de 1/1250 de l'exploitation est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres,

- l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement),
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation),
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et remises en état et la nature du réaménagement effectué,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter,
- la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement,..) et des stockages de matériaux,
- la localisation des pistes et accès.

Un exemplaire de ce plan est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le dernier plan d'exploitation (17/11/2021).

**Le plan ne positionne pas :**

- la limite du périmètre autorisé,
- l'aire étanche.

**Observations :** L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées une version papier de la prochaine version du plan d'exploitation.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Aire étanche

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.2-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être évacuées comme déchet ou traitées par un décanteur, séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. Le point de collecte et le séparateur doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins une fois par an. L'exploitant doit conserver pendant cinq ans tous les documents qui justifient l'entretien régulier du séparateur et l'élimination des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le séparateur.
<b>Constats :</b> Une aire étanche est présente sur le site. Elle présente un point bas relié à un séparateur à hydrocarbures. <b>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un justificatif du nettoyage du séparateur à hydrocarbures.</b>
<b>Observations :</b> Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un devis et un bon de commande pour le nettoyage du séparateur à hydrocarbures. Le prestataire a confirmé par mail la programmation de son opération le 12/10/2022. <b>Lorsque ce nettoyage sera réalisé, l'exploitant devra en transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Gestion des eaux de ruissellement (plate-forme des stocks)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.3.2-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les écoulements d'eaux pluviales sur la carrière et ses aménagements ne doivent pas, par leur volume, leur nature ou par entraînement d'éléments provoquer des dégradations à l'extérieur du site.
<b>Constats :</b> Sur la plate-forme de stockage, il a été constaté l'existence d'un fossé le long du ruisseau afin d'éviter le ruissellement des eaux pluviales sur la plate-forme vers le ruisseau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Point de rejet des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.3.2-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit muni d'un totalisateur, et d'un dispositif de prélèvement.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le point de rejet était précédé d'un canal venturi équipé d'un dispositif de mesure du débit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Surveillance des rejets d'eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel.

La surveillance des rejets porte a minima sur la mesure des paramètres listés à l'article 3.2.3.2 du présent arrêté, le débit et la modification de couleur du milieu récepteur selon une fréquence trimestrielle. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

L'exploitant s'assure à une fréquence a minima annuelle que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie du séparateur à hydrocarbure est inférieure à 10 mg/l avant nettoyage de l'équipement.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi annuel 2021 – Geoscop ainsi que la fiche des résultats de mesures pour le 1er trimestre 2022- Geoscop.

La surveillance des rejets est réalisée à une fréquence trimestrielle. Elle porte sur les paramètres suivants : température, pH, MEST, DCA hydrocarbures et couleur.

**Cependant, la mesure du débit n'est pas réalisée.**

La modification de couleur du milieu récepteur est bien mesurée.

**Il n'y a pas eu de mesure du rejet au niveau du séparateur à hydrocarbures en 2021 (indiqué "bouché ou inaccessible" dans le rapport annuel) ni au premier trimestre 2022.**

Lors de la visite, il n'a pas été possible de retrouver le point de rejet du séparateur à hydrocarbures apparemment enfoui dans la berge du bassin de décantation avant rejet au milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 7 : Qualité des rejets d'eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.3.2-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : [tableau]

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi annuel 2021 – Geoscop ainsi que la fiche des résultats de mesures pour le 1er trimestre 2022- Geoscop.

Les résultats des analyses de rejet d'eau au milieu naturel montrent un respect des valeurs limites, à l'exception des MES pour le prélèvement de mars 2022 (42 mg/l au lieu de 35 mg/l). S'agissant d'un prélèvement instantané, le résultat ne dépasse pas le double de la valeur limite.

**Cependant, les prélèvements ne sont pas réalisés sur 24h.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

La surveillance des eaux souterraines est réalisée selon une fréquence semestrielle (en période estivale et en période hivernale).

Le niveau piézométrique est mesuré.

Les eaux souterraines respectent les valeurs suivantes :

- cadmium : 5 microgrammes / litre,
- chrome : 50 microgrammes / litre,

- nickel : 20 microgrammes / litre,
- plomb : 10 microgrammes / litre,
- mercure : 1 microgramme / litre,
- hydrocarbures aromatiques polycycliques : 0,1 microgramme / litre.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi annuel 2021 – Geoscop ainsi que la fiche des résultats de mesures pour le 1er trimestre 2022- Geoscop.

Les deux piézomètres situés autour de la carrière ont fait l'objet d'un relevé piézométrique et d'analyses de la qualité des eaux en mars et septembre 2021 et en mars 2022.

Le bureau d'étude relève une augmentation progressive du niveau piézométrique depuis le début du suivi en 2016, liée au remblaiement de l'excavation.

Les valeurs limites sont respectées pour tous les paramètres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 9 : Prévention des émissions de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions de poussières

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour prévenir l'émission et la propagation des poussières dans l'environnement, notamment dans les zones d'habitations environnantes et sur les voies publiques.

**Constats :** Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté d'envol de poussières.

Il n'y avait pas de campagne de traitement de matériaux lors de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 10 : Surveillance des retombées de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions de poussières

**Prescription contrôlée :**

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport Retombées de poussières dans l'environnement 2021 – Geoscop ainsi que la fiche de synthèse semestrielle du 06/04/22 au 06/05/22- Geoscop.

Les campagnes de mesures ont eu lieu à une fréquence semestrielle avec des durées de 30-31 jours.

Les résultats au niveau des points de type (b) (impact au niveau des zones habitées) sont au maximum de 130 mg/m<sup>2</sup>/jour pour les 3 campagnes de mesures, soit inférieurs à la valeur de référence de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne glissante annuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 11 : Bilan des émissions de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions de poussières

**Prescription contrôlée :**

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.



<b>Constats :</b> Le rapport 2021 a été transmis le 30/08/2022 à la demande de l'inspection des installations classées. <b>Ce bilan n'est pas transmis systématiquement.</b>
Par ailleurs, <b>le bilan annuel ne commente pas les mesures au regard de l'activité et l'évolution de l'installation et la comparaison par rapport aux données historiques se limite à l'année précédente.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Surveillance des niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait procéder au moins tous les ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié. Point de contrôle des émergences : la Moyonnais. Une mesure des niveaux sonores est également réalisée annuellement en limite nord du site.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi annuel 2021 – Geoscop. Les dernières mesures de bruit ont été réalisées le 19/10/2021 selon la méthode d'expertise. Elles ont été réalisées au niveau du lieu-dit La Moyonnais et en limite nord du site. Les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : Surveillance des vibrations (tirs de mines)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 3.6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique à au moins un emplacement.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, les résultats des analyseurs de vibration ont été consultés pour les tirs de mines de 2021 et 2022. En 2021, un tir de mines a été réalisé (14/09/2021) : vibration maximale = 0,9 mm/s - surpression acoustique = 118 dBL. En 2022, deux tirs de mines ont été réalisés : - 05/05/2022 : non déclenchement - 13/06/2022 : vibration maximale = 2,3 mm/s - surpression acoustique = 124 dBL.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Stabilité des fronts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 2.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend également toutes dispositions nécessaires pour assurer la stabilité des aménagements qu'il a réalisés. Ces aménagements ne doivent pas être à l'origine de risques (mouvement de terrain, de matériaux, coulée de boue...) pouvant avoir des conséquences à l'extérieur de l'emprise du site.
<b>Constats :</b> Le 30/03/2020, l'exploitant a signalé qu'un glissement de terrain avait eu lieu en février 2020 sur les fronts nord de l'excavation février 2020. Il a également transmis une note de la société Oolite du 16/03/2020 concernant l'analyse de ce glissement et les mesures proposées.  Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un extrait des mesures de prévention

prévues suite à ce glissement et cette analyse. Ces mesures prévoyaient, conformément aux recommandations de la société Oolite, de créer une piste avec un merlon côté excavation sur les matériaux éboulés recouvrant l'ancienne piste afin de permettre l'accès ponctuel à la pompe de fond de fouille.

Lors de la visite, il a été constaté qu'une piste avait été aménagée sur l'éboulement. **Un merlon est présent sur une partie de cette piste mais pas sur son intégralité.**

**Observations :** Il est demandé à l'exploitant de faire vérifier que l'aménagement mis en oeuvre répond effectivement aux préconisations du bureau d'études et qu'un nouveau glissement est peu susceptible de se produire.

Il est également demandé un nouveau passage du géologue pour faire suite à l'étude de stabilité 2019 qui préconisait, au niveau de la zone éboulée, **d'assurer une évacuation efficace des précipitations et d'améliorer les conditions d'observation de la zone en arrière du front supérieur.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 15 : Quantité de déchets inertes extérieurs acceptés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 2.4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes

**Prescription contrôlée :**

La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne devra pas dépasser 60 000 tonnes par an en moyenne et 100 000 tonnes par an au maximum.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, les déclarations de l'exploitant concernant les quantités de déchets admises dans l'installation pour le remblaiement ont été consultées depuis 2016 (déclarations GEREP) (l'acceptation de déchets inertes est autorisée depuis le 24/12/2015).

2016 : 61 300 t,

2017 : 95 000 t,

2018 : 87 000 t,

2019 : 98 000 t,

2020 : 97 000 t,

2021 : 95 546 t.

L'échéance de l'autorisation étant en 2023, le rythme d'acceptation moyen sera supérieur à 60 000 tonnes par an.

**Observations :** L'exploitant a déposé une demande d'autorisation de prolongation d'activité du site dans laquelle il demande une augmentation des quantités de déchets inertes pouvant être acceptées sur le site pour le remblaiement de l'excavation.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 16 : Déchets pouvant être acceptés (déchets inertes)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/12/2015, article 2.4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes

**Prescription contrôlée :**

Les seuls déchets admissibles sur le site sont les déchets inertes suivants : bétons, briques, tuiles et céramiques, seuls ou en mélange, terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses, terres et pierres.

**Constats :** Lors de la visite d'inspection, il a été constaté uniquement la présence de ce type de déchets au niveau de la zone de remblaiement. Il a été constaté la présence de deux déchets indésirables qui ont été retirés lors de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 17 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li> <li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li> <li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li> </ul> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> <p><b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la procédure « Accueil de déchets ISDI- ISDI+ (x3) &amp; recyclage » ainsi que le modèle de fiche d'identification préalable de déchets inertes (FIP)</p> <p>La procédure n'appelle pas de commentaire.</p> <p>La FIP présentée est d'application obligatoire à partir de septembre 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 18 : Document préalable (déchets inertes)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li> </ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p><b>Constats :</b> Le modèle de FIP transmis par l'exploitant préalablement à la visite comporte l'ensemble des éléments demandés.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 19 : Vérification des documents (déchets inertes)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.
<b>Constats :</b> Il a été consulté une FIP (ancien modèle) concernant un apport d'Atlantic Terres Solutions du 13/01/2022. Cette FIP comportait les résultats d'analyses pour différents lots. Un certificat d'acceptation a été signé pour ces lots. Cependant, <b>il n'a pas été possible de s'assurer qu'un contrôle a été réalisé à l'entrée sur le site afin de s'assurer que les lots acceptés correspondaient bien à ceux qui avaient été acceptés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 20 : Accusé d'acceptation des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant délivrait un document comportant la date et l'heure des déchets admis ainsi que la quantité. Le document précise également - le nom et coordonnées du producteur des déchets ; - le nom du transporteur ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets  Cependant, <b>le document ne précise pas les numéros SIRET ni les coordonnées du transporteur. Par ailleurs, sur le document consulté, l'origine des déchets n'est pas précise (pas de coordonnées ni d'adresse exacte).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 21 : Registre d'admission des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission.  Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le registre d'admission n'a pas été contrôlé. Cependant, le registre de refus a été

consulté pour l'année 2022. Les refus sont principalement liés à la présence de végétaux ou d'enrobés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet